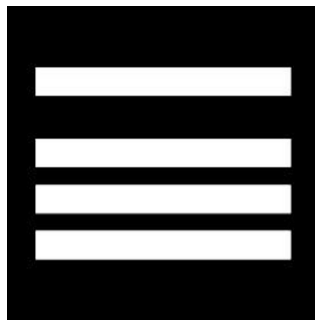




## **Examen professionnel de commandant de sapeurs-pompiers professionnels Annales 2008**



# **Q.R.O.C.**

Questionnaire à réponses ouvertes et courtes permettant d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions dévolues au grade de commandant et d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat.

(Durée 2 heures - coefficient 2)

### **Sujet et corrigé**



DIRECTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE

# Examen professionnel de commandant de sapeurs-pompiers professionnels

SESSION 2008

## Questionnaire à Réponses Ouvertes et Courtes (QROC)

Les réponses sont inscrites directement sur la copie dans le cadre pré-formaté qui suit chacune des 20 questions.

<b>N° de Question</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Format de Réponse (lignes)</b>	<b>Note</b>
<b>1</b>	Quelles sont les missions des commandants ?	<b>5</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	Définissez les grands principes du service public ?	<b>5</b>	<b>2</b>
<b>3</b>	Définissez la notion d'accords-cadres. Préciser les atouts qu'ils présentent dans le cadre de la commande publique.	<b>5</b>	<b>2</b>

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
4	<p>Dans le domaine de l'exécution budgétaire, l'ordonnateur et le comptable répondent au principe de la séparation des missions.</p> <p>Dans le cadre de l'exécution de la <u>dépense</u> quelles sont les opérations réalisées par l'ordonnateur et celles réalisées par le comptable ? Définissez chacune d'entre elles.</p>	5	2
5	Citez les 6 différents types de procédures formalisées dans les marchés publics ?	5	2
6	Quelle entité procède aux contrôles des budgets locaux et dans quelles situations ?	5	2

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
7	Quelle étape budgétaire est obligatoire avant le vote du budget primitif et quelle est sa vocation ?	5	2
8	Quelles sont les différentes formations des sapeurs-pompiers définies par le Schéma national des emplois, des activités et des formations des SPP et SPV qui permettent l'acquisition et l'entretien des aptitudes nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à la tenue des emplois ?	5	2
9	Un sapeur pompier originaire d'un des autres états membres de l'Union Européenne peut-il revendiquer la possibilité d'exercer sa profession en France ? Quel cadre réglementaire précise cette situation ?	5	2

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
10	Un sapeur pompier volontaire récemment incorporé vous demande quand devra-t-il s'acquitter de sa première cotisation à la PFR ? Vous complèterez la réponse en lui expliquant les modalités de financement de cette prestation.	5	2
11	Quels sont les domaines d'actions de l'ENSOSP et quel est son statut juridique ?	5	2
12	Préfets et directeurs d'agence régionale hospitalière ont été invités par voie de circulaire à favoriser l'optimisation de l'utilisation de leurs moyens respectifs (moyens du SDIS et structures de médecine d'urgence (urgences, SAMU, SMUR)). Quelles sont les pistes incitatives qui leur ont été communiquées et quel devrait être le résultat ?	5	2

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
13	<p>Dans le cadre des études de danger des installations classées soumises à autorisation, l'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des seuils de conséquences physiques pour l'homme. Exprimez la significations des valeurs suivantes : 3 Kw/m<sup>2</sup> ; 5 Kw/m<sup>2</sup> ; 8 Kw/m<sup>2</sup> et leur intérêt dans le cadre de l'étude de danger.</p>	5	2
14	Proposez une définition du risque majeur. Quelles sont ses principales caractéristiques ?	5	2
15	<p>Suite à l'accident de Toulouse en 2001, la politique de prévention des risques industriels s'est renforcée. Elle est aujourd'hui basée sur 4 piliers fondamentaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la maîtrise du risque à la source</li> <li>- la maîtrise de l'urbanisation</li> <li>- la planification des secours</li> <li>- l'information des populations</li> </ul> <p>Sur quels documents et/ou instances repose l'information préventive des populations ?</p>	5	2
N° de	Intitulé	Format	Note

Question		de Réponse (lignes)	
16	Quelles sont les missions du conseil départemental de la sécurité civile (CDSC) ?	5	2
17	La circulaire dite 700 relative à la doctrine nationale d'emploi des moyens de secours et de soins face à une action terroriste mettant en œuvre des matières chimiques définit au titre des actions réflexes à mener par les premiers secours la détermination de zones de danger à priori. Citez les différentes zones ainsi identifiées et expliquez plus précisément la notion de « zone contrôlée ».	5	2
18	Il est 3 h 25 le mercredi 10 juin. Vous êtes engagé en qualité de chef de colonne sur un feu d'habitation R+10. Le premier bilan fait état de 2 décédés et l'évacuation est en cours. A votre arrivée sur les lieux vous êtes confronté à un violent feu de chambre au 7ème étage avec propagation au 8ème étage. Des moyens SP et gendarmerie sont sur les lieux. Décrivez vos premières actions.	5	2

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
19	Quels sont les produits issus de la dégradation thermique des matières plastiques et quels sont les risques qu'ils génèrent pour l'homme ?	5	2
20	La réforme du code de l'urbanisme a-t-elle eu une (ou des) conséquences sur les dossiers devant être soumis aux commissions de sécurité ? Si oui laquelle (ou lesquelles) ?	5	2

# Examen professionnel de commandant de sapeurs-pompiers professionnels

SESSION 2008

## Questionnaire à Réponses Ouvertes et Courtes (QROC) :CORRIGÉ

Les réponses sont inscrites directement sur la copie dans le cadre pré-formaté qui suit chacune des 20 questions.

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
1	Quelles sont les missions des commandants ?	5	2
<ul style="list-style-type: none"><li>- <i>préparation et mise en œuvre des décisions de leur autorité d'emploi</i></li><li>- <i>conception, encadrement et commandement des personnels</i></li><li>- <i>chef de site, chef PC, commandant des opérations de secours</i></li><li>- <i>emplois de direction.</i></li></ul>			
2	Définissez les grands principes du service public ?	5	2
<p><i>Les principes de <b>mutabilité</b> et de <b>continuité</b> : un service public doit fonctionner de manière continue et régulière, sans interruptions autres que celles prévues réglementairement. La mutabilité du service est la condition nécessaire pour suivre l'évolution des besoins d'intérêt général, ce qui justifie les adaptations liées aux progrès techniques et à l'évolution de la demande sociale. Les principes d'<b>égalité</b>, de <b>neutralité</b> et de <b>laïcité</b> sont indissociables pour assurer l'égalité de traitement. Le service public doit être guidé selon l'intérêt général, sans être influencé par les intérêts privés. Enfin la neutralité est une composante de la notion plus large qu'est la laïcité de l'Etat.</i></p>			
3	Définissez la notion d'accords-cadres. Préciser les atouts qu'ils présentent dans le cadre de la commande publique.	5	2
<p><i>Ils constituent un système permettant, après une mise en concurrence initiale de sélectionner une ou plusieurs entreprises avec lesquelles seront souscrits ultérieurement des marchés publics dont le contenu viendra préciser les grandes lignes fixées par ces accords. Ils présentent notamment les avantages suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>financiers par une remise en concurrence permanente des entreprises référencées</i></li><li>- <i>souplesse de fonctionnement</i></li><li>- <i>adaptabilité de l'offre à l'évolution du besoin ou aux innovations</i></li></ul> <p><i>capacité de réponse au besoin imprévu</i></p>			

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
4	<p>Dans le domaine de l'exécution budgétaire, l'ordonnateur et le comptable répondent au principe de la séparation des missions.</p> <p>Dans le cadre de l'exécution de la <b>dépense</b> quelles sont les opérations réalisées par l'ordonnateur et celles réalisées par le comptable ? Définissez chacune d'entre elles.</p>	5	2
<p><u>Ordonnateur :</u>  <i>Engagement : Acte par lequel le SDIS crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge</i>  <i>Liquidation : A pour objet de vérifier la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Constatations du service fait et calcul de la dette</i>  <i>Mandatement : Ordre donné par l'ordonnateur au comptable de régler la dette</i></p> <p><u>Comptable :</u>  - <b>Contrôle</b> de la régularité des opérations ayant abouti à l'émission du mandat  <i>Procède aux opérations effectives de paiement</i></p>			
5	Citez les 6 différents types de procédures formalisées dans les marchés publics ?	5	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>appel d'offre ouvert</i></li> <li>- <i>appel d'offre restreint</i></li> <li>- <i>marché négocié</i></li> <li>- <i>dialogue compétitif</i></li> <li>- <i>marché de conception-réalisation</i></li> <li>- <i>concours</i></li> </ul>			
6	Quelle entité procède aux contrôles des budgets locaux et dans quelles situations ?	5	2
<p><i>Conformément aux lois de décentralisation, le contrôle budgétaire est effectué par les chambres régionales des comptes sur saisine le plus souvent du préfet dans les cas suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Non adoption du budget primitif dans les délais légaux,</i></li> <li>- <i>Absence d'équilibre réel du budget,</i></li> <li>- <i>Défaut d'inscription d'une dépense obligatoire,</i></li> </ul> <p><i>Déficit important du compte administratif.</i></p>			

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
7	Quelle étape budgétaire est obligatoire avant le vote du budget primitif et quelle est sa vocation ?	5	2
<p><i>La loi impose de tenir avant le vote du budget primitif, un débat sur les orientations budgétaires. A cette occasion la collectivité présente un rapport sur son évolution économique et financière ainsi que sur la stratégie retenue et la liste des programmes envisagés. Ce débat permet également un premier examen de l'exécution du budget de l'année précédente.</i></p>			
8	Quelles sont les différentes formations des sapeurs-pompiers définies par le Schéma national des emplois, des activités et des formations des SPP et SPV qui permettent l'acquisition et l'entretien des aptitudes nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à la tenue des emplois ?	5	2
<p><i>Les formations des sapeurs-pompiers permettent l'acquisition et l'entretien des aptitudes opérationnelles, administratives et techniques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à la tenue des emplois.</i></p> <p><i>Elles comprennent :</i></p> <p><i>1° - Les formations initiales.</i></p> <p><i>2° - Les formations continues :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>- formations d'adaptation à l'emploi ou d'avancement de grade ;</i></li> <li><i>- formations de maintien, d'actualisation et de perfectionnement des acquis.</i></li> </ul> <p><i>3° - Les formations concernant les spécialités.</i></p> <p><i>4° - Les formations d'adaptation aux risques locaux.</i></p> <p><i>5° - Les formations prévues par l'article 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 susvisée et non contenues dans les alinéas précédents.</i></p>			
9	Un sapeur pompier originaire d'un des autres états membres de l'Union Européenne peut-il revendiquer la possibilité d'exercer sa profession en France ? Quel cadre règlementaire précise cette situation ?	5	2
<p><i>Une personne ayant acquis dans un des Etats membres une qualification professionnelle lui permettant d'accéder à une profession, doit pouvoir accéder grâce à cette qualification, à la même profession dans un autre Etat membre et exercer cette profession dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat.</i></p> <p><i>Le décret 2007 – 1012 du 13 juin 2007 met en conformité le cadre d'emploi des SPP avec les directives 2001/19/CE du 14 mai 2001 remplacée par la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005.</i></p>			

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
10	Un sapeur pompier volontaire récemment incorporé vous demande quand devra-t-il s'acquitter de sa première cotisation à la PFR ? Vous complèterez la réponse en lui expliquant les modalités de financement de cette prestation.	5	2
<p><i>Le financement de la PFR est assuré par :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>une cotisation annuelle obligatoire de l'agent acquittée à compter de la 6<sup>ème</sup> année d'engagement. Son montant est égal à 5 fois le montant de la vacation d'un officier SPV – sous réserve d'avoir effectué 6 mois d'engagement au cours d'une même année civile.</i></li> <li>- <i>Une contribution facultative égale à une à deux fois la cotisation obligatoire.</i></li> <li>- <i>Une contribution publique à la charge du SDIS (avec une compensation de l'Etat)</i></li> </ul>			
11	Quels sont les domaines d'actions de l'ENSOSP et quel est son statut juridique ?	5	2
<p><i>Elle a pour mission la mise en œuvre de la formation initiale et continue des officiers SPP et SPV, l'animation des écoles chargées de missions, le développement d'actions de coopération internationale en matière de recherche et de formation, la recherche, les études, la prospective et la veille technologique ainsi que la diffusion de l'information y afférente relative aux domaines de compétences des SDIS et l'organisation de formations en matière d'incendie et de secours.</i></p> <p><i>Etablissement public national à caractère administratif elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de la sécurité civile et dispose d'un conseil d'administration.</i></p>			
12	<p>Préfets et directeurs d'agence régionale hospitalière ont été invités par voie de circulaire à favoriser l'optimisation de l'utilisation de leurs moyens respectifs (moyens du SDIS et structures de médecine d'urgence (urgences, SAMU, SMUR)).</p> <p>Quelles sont les pistes incitatives qui leur ont été communiquées et quel devrait être le résultat ?</p>	5	2
<p><i>La circulaire conjointe ministère de l'intérieur- ministère de la santé du 31/12/2007 demande expressément une mise en cohérence du SDACR et du SROS. Celle-ci doit se composer des éléments analytiques du SDACR et de la répartition des structures des urgences, des SAMU et de SMUR.</i></p> <p><i>Ce document peut prendre la forme d'une cartographie qui superpose les moyens des SDIS et les moyens des structures d'urgence. Il sera soumis pour avis au CODAMUP-TS et sera annexé au SROS et intégré au SDACR.</i></p>			

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
13	<p>Dans le cadre des études de danger des installations classées soumises à autorisation, l'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des seuils de conséquences physiques pour l'homme. Exprimez la significations des valeurs suivantes : 3 Kw/m<sup>2</sup> ; 5 Kw/m<sup>2</sup> ; 8 Kw/m<sup>2</sup> et leur intérêt dans le cadre de l'étude de danger.</p>	5	2
<p><i>Les valeurs citées font références aux effets thermiques.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 Kw/m<sup>2</sup> : seuil des brûlures significatives</li> <li>- 5 Kw/m<sup>2</sup> : seuil léthal</li> <li>- 8 Kw/m<sup>2</sup> : seuil des effets létaux significatifs</li> </ul> <p><i>La connaissance de ces valeurs permet la détermination de zones de danger (zone des dangers significatifs pour la vie humaine, zone des dangers graves pour la vie humaine, zone des dangers très graves pour la vie humaine)</i></p>			
14	Proposez une définition du risque majeur. Quelles sont ses principales caractéristiques ?	5	2
<p><i>Le risque majeur est la possibilité d'un événement d'origine <b>naturelle ou anthropique</b>, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société.</i></p> <p><i>Il est caractérisé par sa <b>faible fréquence</b> et par son <b>énorme gravité</b>.</i></p>			
15	<p>Suite à l'accident de Toulouse en 2001, la politique de prévention des risques industriels s'est renforcée. Elle est aujourd'hui basée sur 4 piliers fondamentaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la maîtrise du risque à la source</li> <li>- la maîtrise de l'urbanisation</li> <li>- la planification des secours</li> <li>- l'information des populations</li> </ul> <p>Sur quels documents et/ou instances repose l'information préventive des populations ?</p>	5	2
<p><i>Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) réalisé par le préfet, le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) réalisé par le maire à partir du DDRM.</i></p> <p><i>La loi du 30 du juillet 2003 a également instauré l'information des acquéreurs et locataires (IAL) dans les communes soumises au risque sismique ou dotées d'un PPRN ou PPRT prescrit et approuvé. Cette loi prévoit également la constitution par le préfet d'un comité local d'information et de concertation (CLIC) autour des établissements Seveso AS afin de permettre au public d'être mieux informé et d'émettre des observations.</i></p>			
N° de	Intitulé	Format	Note

Question		de Réponse (lignes)	
16	Quelles sont les missions du conseil départemental de la sécurité civile (CDSC) ?	5	2
<p><i>Le CDSC participe dans le département par ses avis et recommandations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>A l'évaluation des risques encourus par les personnes, les biens et l'environnement.</i></li> <li>- <i>A la préparation et à la gestion des crises</i></li> <li>- <i>A la définition des actions d'alerte, d'information et de protection des populations.</i></li> <li>- <i>A la promotion du volontariat en faveur de la sécurité civile.</i></li> </ul>			
17	La circulaire dite 700 relative à la doctrine nationale d'emploi des moyens de secours et de soins face à une action terroriste mettant en œuvre des matières chimiques définit au titre des actions réflexes à mener par les premiers secours la détermination de zones de danger à priori. Citez les différentes zones ainsi identifiées et expliquez plus précisément la notion de « zone contrôlée ».	5	2
<p><i>La circulaire 700, distingue 5 zones de dangers différentes : il s'agit de la zone d'exclusion qui comprend la zone de danger immédiat et de la zone de danger sous le vent, de la zone de soutien et de la zone contrôlée. Cette dernière est une bande qui sépare zone d'exclusion et zone de soutien ; on y trouve à minima un PMA et une chaîne de décontamination. Le port de la tenue de protection y est obligatoire en amont de la décontamination</i></p>			
18	Il est 3 h 25 le mercredi 10 juin. Vous êtes engagé en qualité de chef de colonne sur un feu d'habitation R+10. Le premier bilan fait état de 2 décédés et l'évacuation est en cours. A votre arrivée sur les lieux vous êtes confronté à un violent feu de chambre au 7ème étage avec propagation au 8ème étage. Des moyens SP et gendarmerie sont sur les lieux. Décrivez vos premières actions.	5	2
<p><i>Point de situation avec le premier cos</i>  <i>Reconnaissance</i>  <i>Formalisation de la prise de cos</i>  <i>Ordre initial et sectorisation</i>  <i>Message de renseignements et demande de renfort le cas échéant.</i>  <i>Détermination d'un PRM et PRV</i>  <i>Validation de l'emplacement du PC de colonne</i></p>			

N° de Question	Intitulé	Format de Réponse (lignes)	Note
19	Quels sont les produits issus de la dégradation thermique des matières plastiques et quels sont les risques qu'ils génèrent pour l'homme ?	5	2
<p><i>La combustion des matières plastiques engendre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>émission de gaz inflammables notamment hydrogène et hydrocarbure</i></li> <li>- <i>l'asphyxie par raréfaction de l'oxygène</i></li> <li>- <i>la production de gaz toxiques :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>gaz perturbants la distribution de l'oxygène dans l'organisme (CO, CO2)</i></li> </ul> </li> </ul> <p><i>gaz ayant une action corrosive sur les voies respiratoires (composés chlorés)</i></p>			
20	La réforme du code de l'urbanisme a-t-elle eu une (ou des) conséquences sur les dossiers devant être soumis aux commissions de sécurité ? Si oui laquelle (ou lesquelles) ?	5	2
<p><i>Cette réforme entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre dernier a supprimé les articles R123-23 et suivants du CCH. Les dossiers non soumis à permis de construire doivent désormais être soumis à l'avis de la commission compétente sur la base d'articles tirés de la section applicable à l'accessibilité des ERP.</i></p>			